

Le rapport sera rendu public, comme nous l'avons déclaré lorsque la Chambre a étudié le projet de loi.

ON DEMANDE QUE LE RAPPORT SOIT DÉPOSÉ EN OCTOBRE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, le gouvernement dissimule ce rapport sur l'équité en matière d'emploi parce que les progrès ont été nuls dans ce domaine et si tel est le cas, c'est parce que le projet de loi ne prévoit pas de sanctions, contrairement à ce qu'avait recommandé la commission Abella, les groupes cibles et l'opposition.

Le gouvernement va-t-il s'engager à déposer ce rapport avant la fin d'octobre pour que les Canadiens puissent porter un jugement sur ce programme avant que des élections fédérales ne soient déclenchées? La ministre va-t-elle prendre un engagement en ce sens en toute justice envers la population canadienne?

L'hon. Flora MacDonald (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, j'ai été à même de constater les avantages de l'équité en matière d'emploi. Je tiens à donner l'assurance au député, qui s'est penché sur la question lorsqu'il était le porte-parole de son parti à ce chapitre, que les 600 000 femmes de plus qui participent à la population active et occupent de nouveaux emplois seraient d'accord pour dire qu'il y a eu amélioration en ce qui concerne l'équité dans l'emploi au Canada. Il y a, en effet, 600 000 femmes de plus qu'en 1984 qui travaillent aujourd'hui, monsieur le Président.

Je voudrais assurer le député que s'il faisait le compte des sociétés qui ont passé avec le gouvernement fédéral des contrats conditionnels à l'équité en matière d'emploi, il verrait à quel point la situation progresse.

* * *

LA PRIVATISATION

L'ÉMISSION D' ACTIONS D' AIR CANADA—LES COÛTS DE LA MISE EN MARCHÉ ET DE LA PUBLICITÉ

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de la Privatisation.

Le ministre voudrait-il confirmer qu'on a alloué 7 millions de dollars pour la mise en marché des actions d'Air Canada et la publicité sur cette émission? Peut-il justifier cette dépense de fonds qui enfreint les règlements de commissions des valeurs mobilières, notamment celle de l'Ontario?

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Je remercie les députés de leurs applaudissements, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le chiffre cité par la députée est exact.

Questions orales

Mme Copps: Le roi de l'impôt du Canada.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Cette dépense n'a rien que pourrait condamner la Commission des valeurs mobilières. Il s'agit des frais normaux d'impression, de certificats et de publicité qui accompagnent une émission d'actions. Le budget de publicité est plus élevé que la normale parce que, conjointement avec Air Canada, nous avons demandé aux souscripteurs à forfait de nous aider à élargir le plus possible le marché afin que le plus grand nombre de Canadiens achètent des actions.

Mme Copps: Vous faites purement et simplement de la publicité.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Il en résulte un vaste programme de publicité et de mise en marché auquel les souscripteurs eux-mêmes ont participé, sans oublier que près de 100 000 Canadiens deviendront vraisemblablement actionnaires de cette société.

Mlle Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, les courtiers à qui j'ai parlé me disent que s'ils avaient fait pareil battement pour une émission d'actions, ils auraient perdu leur licence.

LA POSITION DU MINISTRE

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. Puisque le prix des actions a été fixé pour qu'elles se vendent bien, le ministre ne croit-il pas qu'il était excessif et totalement inutile de dépenser sept millions de dollars?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que si la députée vérifie, elle constatera que beaucoup moins de personnes ont acheté des actions lors d'émissions antérieures d'importance comparable et que c'était plutôt des entreprises que des investisseurs ordinaires.

Dans ce cas-ci, nous visions justement le plus grand nombre possible d'investisseurs ordinaires. Je crois que les résultats sont éloquentes. Je crois que le fait qu'il y ait 100 000 nouveaux investisseurs dans la société démontre le succès de l'émission et le succès de notre campagne visant à attirer le plus grand nombre de personnes possible.

J'ajouterai, monsieur le Président, que je voyage beaucoup, ce qui ne surprendra personne, et que je parle aux gens d'Air Canada. L'un des plus beaux fleurons de notre émission, c'est le grand nombre d'employés d'Air Canada—70 p. 100, je crois—qui ont acheté des actions, ce qui démontre aussi leur dévouement envers leur entreprise et qui donne un indice du succès que connaîtra Air Canada, en tant qu'entreprise appartenant à des actionnaires.

Mlle Nicholson (Trinity): Fallait-il vraiment dépenser 7 millions de dollars?